

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

N° DDT31-CCTP-2026-01

L'acheteur

ÉTAT - Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature
Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne

Représentant de l'acheteur

M. le Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Garonne par intérim et par délégation de M. le Préfet du département de la Haute-Garonne donnée par arrêté préfectoral du 27/02/2026

Objet du marché

Entretien et d'enlèvement d'embâcles sur les cours d'eau du domaine public fluvial de la Haute-Garonne

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 31/05/2026 à 16 heures (heure locale de l'adresse du représentant de l'acheteur)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

1- OBJET DU MARCHÉ

Le présent CCTP a pour objet de donner la description des prestations à exécuter par les soumissionnaires, ainsi que tous les détails nécessaires à leur complète exécution.

1.1 Contexte

Dans le cadre de la gestion du domaine public fluvial en Haute-Garonne, la DDT 31 lance une consultation d'entreprises pour réaliser une prestation de services relative à l'entretien et l'enlèvement d'embâcles sur les cours d'eau du Domaine Public Fluvial (DPF) situé en Haute-Garonne : Garonne, Ariège, Tarn et Salat. Le marché sera un marché à bons de commande avec un montant maximum de 171600€TTC.

Le présent cahier des Clauses Techniques Particulières fixe les conditions techniques d'exécution des prestations.

Les prestations à réaliser décrits dans le présent document sont déterminés par les articles suivants du présent C.C.T.P. Il est expressément stipulé que les prestations décrites ou non décrites, dans le présent C.C.T.P., seront exécutées en conformité avec les spécifications et les règlements techniques en vigueur ainsi qu'avec les D.T.U., normes AFNOR et règles professionnelles, suivant les règles de l'art et en accord avec les prescriptions contenues dans tous autres textes officiels réglementaires parus antérieurement à la date de la remise des offres.

Le respect des spécifications ou règlements techniques s'applique également au matériel qui sera utilisé pour la réalisation des prestations.

Il est entendu que moyennant les prix consentis par les entreprises, le Maître de l'Ouvrage n'aura à faire aucune dépense supplémentaire pour toutes les prestations de nature de celles faisant l'objet du marché, en conséquence, les prix comprennent, outre les prestations désignées dans les plans et le C.C.T.P., toutes celles nécessaires pour leur entier et complet achèvement.

Dans le C.C.T.P. détaillé, il est donné la consistance des prestations afin que leurs volumes soient définis d'une façon aussi précise que possible afin d'éviter les contestations ultérieures. Le titulaire ne pourra se soustraire à cette obligation appuyée sur ce que les dites désignations pourraient présenter d'inexact, d'incomplet, de contradictoire ou sur les omissions qu'elles pourraient comporter.

Le titulaire doit la réalisation de toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement et à l'obtention des objectifs visés selon les règles de l'art, même s'ils ne font pas l'objet d'un article au présent CCTP. Si tel est le cas, le titulaire fournira la description de ces prestations à la remise de son offre.

Dans le cadre de l'établissement de son offre, le titulaire est réputé :

- connaître des lieux ;
- les procédures inhérentes à ce type de prestations dont notamment les procédures environnementales (loi sur l'eau, Natura 2000...etc) ;
- avoir évalué sous sa propre responsabilité la difficulté des prestations à réaliser.

1.2 Objectif des prestations à réaliser

Les prestations envisagées doivent permettre de rétablir les bonnes conditions d'écoulement des eaux, afin de :

- préserver les biens et les personnes situés en aval ;
- prévenir tout risque de sur-aléa en cas de crues ;
- sécuriser le cours d'eau.

Les prestations ont également vocation à permettre le retour à un état naturel des emprises du domaine public fluvial.

1.3 Connaissance des lieux

L'entrepreneur disposera des moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations d'entretien et d'enlèvement d'embâcles, situés :

- sur les berges ;
- dans le lit du cours d'eau ;
- sur les atterrissements situés dans le lit des cours d'eau.

L'intervention sur chaque zone sera notifiée par émission d'un bon de commande et les volumes réels seront ajustés à l'avancement du chantier selon les directives du maître d'ouvrage.

Au sens du présent CCTP, la « zone de prestation » s'entend comme une emprise d'intervention continue définie le long d'un linéaire dont la longueur maximale est fixée à deux (2) kilomètres. Cette zone correspond au périmètre au sein duquel le titulaire est autorisé à réaliser les prestations objet du marché. Toute intervention excédant ce linéaire devra faire l'objet d'une validation préalable du maître d'ouvrage ou de son représentant.

1.4 Consistance des prestations

Les prestations pourront consister selon les cas à :

- enlever les embâcles ;
- couper des arbres sur pieds (sains ou morts) situés sur la berge/atterrissement et présentant un risque particulier aux biens ou à la personne ;
- intervenir sur un atterrissement ;
- intervenir sur un bras mort ;
- enlever de gros éléments non naturels perturbant le libre écoulement des eaux ;
- enlever tout type de déchets ou matériaux jalonnant le domaine public fluvial.

Dans tous les cas, après intervention de l'entreprise le site sera remis en état (effacement des rampes d'accès s'il y a eu nécessité d'en créer, exportation de l'ensemble des embâcles hors du site le cas échéant, effacement des emprises de dépôts ou d'accès).

1.5 Définition des prestations

Pour chaque zone d'intervention, une réunion de terrain sera obligatoirement organisée entre l'entreprise et le maître d'ouvrage, avant de commencer les prestations.

Sont convenus lors de cette rencontre :

- les types de prestations à prévoir ;
- le matériel et les moyens à mettre en œuvre ;
- les chemins d'accès ;
- les embâcles et/ou déchets à traiter ;
- les modalités de traitement des bois et souches ;
- les aires de stockage ;
- une estimation des volumes ;
- les arbres à couper ;
- les arbres à dessoucher ;
- les mesures environnementales spécifiques à prévoir (mis en défens, gestion invasives).

Des réunions de suivis de chantier pourront être demandées par l'entrepreneur ou le maître d'ouvrage.

La réception des prestations sera effective quand toutes les opérations prévues avec le maître d'ouvrage auront été terminées et satisfaites aux prescriptions fixées par le présent C.C.T.P.

Une réunion sera provoquée à l'issue même de l'intervention.

Les volumes d'embâcles, bois ou autres déchets seront spécifiés par bons de commandes, ou définis contradictoirement avec le maître d'ouvrage lors de la fin de chantier.

1.6 Matériel et personnel préconisé pour réaliser les prestations

Les tâches à réaliser nécessiteront la présence d'un minimum de matériel et de personnel en continu durant la période des prestations.

Les matériels proposés par l'entreprise devront tenir compte des préconisations suivantes :

- respecter la faune et la flore présentes en limitant les impacts dégradants sur l'environnement par exemple lors de la progression du chantier et lors de la gestion des produits ;
- respecter le milieu physique en évitant la dégradation des sols et notamment des talus de berge lors du cheminement d'éventuels engins dans le cadre du chantier ;
- permettre une évolution du chantier en rivière ;
- éviter toutes pollutions dues aux hydrocarbures.

1.7 Mesures de protection de l'environnement

Le maître d'ouvrage attire l'attention de l'entrepreneur sur la localisation potentielle des secteurs d'intervention dans le réseau Natura 2000, au sein duquel des espèces faunistiques et floristiques sont à préserver. L'abattage d'arbres pour le passage d'engins est strictement prohibé.

Pendant la durée du chantier les mesures spécifiques suivantes de protection du milieu naturel seront à mettre en œuvre quand elles auront été définies lors de la réunion de chantier avec le maître d'ouvrage.

- Présence d'espèces invasives (Berce du Caucase, Ambrosie à feuille d'armoise, Buddleia, Balsamine de l'Himalaya, Renouée du Japon...)

Il conviendra de prendre toutes les précautions pour éviter de disperser les espèces invasives ou de les introduire dans le lit mineur. Il conviendra d'éviter le passage des engins dans la zone colonisée par les invasives. Cette zone sera balisée et le cas échéant en cas d'impossibilité, faucher les espèces invasives avant passage des engins et exporter les débris végétaux dans une bâche pour éviter la dispersion. Les engins devront être nettoyés hors cours d'eau, dans la prairie adjacente.

- Présence d'habitats naturels à enjeux : ces espaces seront identifiés et mis en défens. Ils ne devront en aucun cas être impactés par les prestations.

Le chantier sera conduit de la manière suivante :

- aucune modification de la morphologie du lit en dehors de celles engendrées par le retrait des embâcles ;
- les déchets anthropiques seront ramassés, triés avant export en décharge autorisée.

Pendant toute la durée du chantier, le titulaire prendra les mesures nécessaires pour limiter la pollution des eaux du cours d'eau. Il devra notamment se conformer aux prescriptions suivantes :

- géotextiles d'une longueur de 25m non tissés de profondeur 1 à 1,5 m (à la demande uniquement du maître d'ouvrage) ;
- interdiction de laisser tout produit susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux en dehors des heures de prestations et des zones prévues à cet effet, afin d'éviter tout risque de déversement volontaire (vandalisme) ou accidentel (crue, renversement) ;
- tous les engins présents sur le chantier devront être exempts de fuite tant sur la partie moteur que sur les circuits hydrauliques. Dans l'hypothèse où une fuite viendrait à être constatée, des kits antipollution devront être présents sur le chantier en quantité suffisante ainsi que des bâches afin de pouvoir immédiatement décaper les terres souillées et les stocker sur bâches avant de les évacuer en centre de stockage adéquat ;
- l'utilisation d'huiles végétales sera obligatoire ;
- l'utilisation généralisée de lubrifiants bio dégradables sera obligatoire pour les tronçonneuses ;
- les engins de chantier arrivent sur site et en repartent propres. L'entrepreneur devra prévoir lors de son

installation une zone de nettoyage des engins, en dehors des bordures de cours d'eau ;

- aucun engin de type camion, tracteur ou bulldozer ne circulera dans le lit vif du cours d'eau sur les sites pour lesquels il ne sera pas spécifié par la DDT31 qu'une traversée mécanisée du cours d'eau est possible.

1.8 Gestion du risque lié aux crues et à la météo

Les prestations, suivant leur nature, se dérouleront en grande partie dans le lit majeur ou champ d'inondation du cours d'eau mais aussi directement dans le lit mineur. Les débits de ces cours d'eau sont susceptibles de varier, progressivement ou subitement pour des raisons naturelles (pluviométrie) ou anthropiques (lâchers d'eau d'ouvrages hydrauliques situés en amont de la zone d'intervention).

Afin de garantir la sécurité sur le chantier :

- Le titulaire devra se tenir informée chaque matin de la météo (site : <http://www.meteo.fr>) et des conditions hydrologiques (site : <http://www.vigicrues.gouv.fr>) de la journée et de leurs évolutions pour les jours suivants afin de prévoir les tâches possibles et repli et mises en sécurité à prévoir ;
- le pétitionnaire prendra contact avec le responsable de l'aménagement hydraulique situé à l'amont ;
- par précaution, le chef d'équipe devra être joignable à tout moment pour être tenu informé des lâchers d'eau.

Afin de garantir la sécurité en aval du chantier :

- les travaux et l'installation du chantier ne devront en aucun cas faire obstacle au libre écoulement des eaux. Le titulaire du marché sera tenu responsable d'accidents ou dommages de toute nature qui seraient dus aux prestations (rupture de batardeau ou barrage provisoire constitué de rémanents et débris en provenance du chantier, remise en service trop brusque d'un chenal secondaire, assèchement du lit à la suite de dérivation, ...).
- en dehors des heures de travail tous les engins et équipements mobiles devront être stockés hors des zones inondables. Aucun dédommagement ne pourra être réclamé en cas de pertes d'équipement suite à un manquement à ces consignes ;
- les coupes de bois seront stockées hors zone d'expansion des crues (laissés sur site pour le propriétaire de la parcelle) ;
- durant la totalité des prestations, le titulaire devra gérer les approvisionnements et les stockages de façon à ce qu'un repli sur la zone hors crue soit possible dans des délais brefs compatibles avec les alertes de crues.

1.9 Contraintes liées à l'hygiène et à la sécurité

Le titulaire prendra en compte, sans rémunération supplémentaire de la part du Maître d'Ouvrage, toutes les dispositions particulières en Matières de Sécurité et de Protection de la Santé conformément à la législation en vigueur.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'arrêter sur le champ un chantier où les règles de sécurité de travail ne sont pas respectées. Dans ce cas, les prestations sont stoppées jusqu'à ce que l'entrepreneur mette le chantier en conformité avec les consignes de sécurité : l'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité.

L'entrepreneur veillera également à l'installation et au maintien du matériel mécanique en bon état de marche : motopompes, treuils, tronçonneuses, débroussailleuses, girobroyeurs, compresseurs, engins lourds.

1.10 Spécifications diverses

Le maître d'ouvrage demande la présence permanente, parmi le personnel présent sur le chantier, d'un chef d'équipe toujours présent servant de référent entre l'entreprise et le maître d'ouvrage.

Si le passage des engins nécessite l'emprunt d'un ouvrage de franchissement, l'entrepreneur veillera à sa limite en charge et prendra les dispositions nécessaires sous sa responsabilité pour réaliser les moyens de confortement afin d'assurer le passage des engins. Il évitera, par ailleurs, toute dégradation d'ouvrage par des prestations à proximité. Toute dégradation du fait de l'exécution du chantier sera à la charge de l'entrepreneur.

Avant le commencement des prestations, l'entrepreneur prendra connaissance de l'existence de conduites d'eau, de gaz, de câbles électriques ou de téléphone (ou autres réseaux...) afin d'éviter tout accident. Il doit solliciter les autorisations nécessaires aux services compétents (DICT). Il devra fournir une copie des DICT au maître d'ouvrage avant le commencement des prestations.

L'entrepreneur reconnaît connaître parfaitement les contraintes afférentes aux accès, à la nature du sol et à la surface des terrains relatifs à ce type de chantier.

L'entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qui, par son fait ou sa négligence, pourraient arriver aux personnes ou aux animaux.

Le personnel sera équipé conformément à la législation du travail. Il devra porter un gilet de sauvetage chaque fois que nécessaire. Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter sur le champ un chantier où les règles de sécurité de travail ne sont pas respectées. Dans ce cas, les prestations sont stoppées jusqu'à ce que l'entrepreneur mette le chantier en conformité, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ni délai d'exécution supplémentaire.

L'entreprise prendra toutes les mesures pour protéger les personnes et les biens durant les prestations. Elle sera responsable de la pose et de l'entretien de la signalisation du chantier de jour comme de nuit pendant toute la durée du chantier y compris les périodes d'interruption. Ces dispositions concernent également la prévention des risques vis-à-vis des usagers de la rivière.

1.11 Notification de l'ordre de service

Préalablement au démarrage du chantier, l'entrepreneur se verra remettre un ordre de service. L'entrepreneur n'est pas habilité à intervenir tant que ce document n'est pas en sa possession.

2 - ORGANISATION DU CHANTIER

2.1 Prestations générales

2.1.1 Accès à la zone de prestations

Pour accéder au chantier, l'entrepreneur utilisera les voies publiques existantes dans le respect des règlements en vigueur, notamment en matière de tonnage et de dimension des engins. Il aura à charge la signalisation du chantier et des lieux de passage des engins. Les accès aux sites seront établis par la DDT31 et présentés lors de la réunion sur site. Ils devront être strictement respectés. La DDT31 se chargera de convenir d'une autorisation de passage avec les propriétaires lorsqu'un accès se situe en terrain privé. L'indemnisation d'éventuels dégâts de son fait aux propriétés privées sera à la charge de l'entrepreneur.

L'accès particulier aux zones de travaux sont accessibles, soit :

- par voie terrestre puis fluviale ;
- par voie terrestre, soit donc depuis les berges.

Dans le cas où il est nécessaire de déposer du mobilier urbain, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé.

Les accès existants sont à favoriser. Le cas échéant, la création de rampe d'accès ne doit pas occasionner de coupe d'arbre. Lors de la création d'un accès l'entrepreneur veillera à limiter au maximum l'emprise de cet accès.

L'accès est décompacté et remis en état après les prestations.

2.1.2 Installation/protection du chantier

Il est rappelé que le titulaire est responsable du chantier jusqu'à sa réception définitive. En conséquence, il prendra en accord avec le Maître d'Ouvrage, toutes les dispositions de protection du chantier sur lequel il devra intervenir.

Dans tous les cas, le chantier sera interdit au public ; celui-ci sera donc fermé et signalé par l'apposition de panneaux interdisant le chantier au public.

Le plan d'emprise et l'organisation du chantier et de ses accès seront agréés par le Maître d'ouvrage ou son représentant lors de la réunion sur site.

L'entrepreneur devra suivre à minima les prescriptions suivantes :

- prévoir une zone d'avitaillement en dehors du lit majeur
- stocker les huiles et carburants dans un bac étanche ou sur une aire étanche
- stationner le soir durant la durée des prestations, tous les engins de chantier et matériel léger en sécurité hors du lit majeur de la rivière
- observer le bon état de son matériel pour éviter tout rejet au sein du milieu aquatique (fuite d'huile entre autre) ;

2.1.3 Nettoyage et repliement du chantier

La remise en état en fin de travaux signifie :

- effacement des rampes d'accès et des pistes ;
- effacement des emprises de dépôts ou d'accès ;
- nettoyage et remise en état des abords ;
- remise en place du mobilier urbain ;
- nettoyage des voies d'accès. En cas de déversements de produits d'embâcles sur les pistes, voies pavées ou goudronnées, l'entrepreneur fera intervenir une balayeuse.

Les frais supplémentaires engendrés par l'entrepreneur, même agréés par le Maître d'ouvrage, pour la remise en état du chantier, ne sauraient donner lieu à révision des coûts.

2.1.4 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

L'entrepreneur sera responsable de l'établissement et du maintien des ouvrages et équipements de sécurité nécessaires à l'exécution des prestations pendant toute leur durée, notamment garde-corps provisoires, grilles anti-chutes, gilets de sauvetage, combinaisons thermo-protectrices, waders,... De plus, les moyens de secours inhérents aux prestations en rivière devront être présents pendant toute la durée du chantier.

3 - MODE D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

3.1 Gestion des matériaux

Selon les zones et les directives du maître d'ouvrage, les matériaux extraits seront régaland en berges immédiates, soit directement à la pelle mécanique, soit après chargement dans un tombereau, transport limité à 100 mètres puis déchargement et régaland en berges pour favoriser leur re-mobilisation par des crues ultérieures.

Selon les zones et les directives du maître d'ouvrage, les matériaux seront définitivement extraits puis chargés dans un tombereau et transportés vers des zones de dépôt ou de stockage définies par le maître d'ouvrage.

3.2 Types de prestations à réaliser

3.2.1 Enlèvement des embâcles

L'entrepreneur devra procéder à l'enlèvement de tous les embâcles identifiés. Sauf instructions particulières du maître d'ouvrage, les prestations seront exécutées de l'amont vers l'aval.

Les prestations consisteront à dégager :

- les embâcles ;

- les arbres et les branches tombés en travers du cours d'eau depuis la berge ;
- les déchets flottants ou déposés sur les berges ou atterrissement à traiter ;
- tous matériaux incompatibles avec le caractère naturel du domaine public fluvial.

Les moyens mis en œuvre seront mécaniques, par câbles, ou de façon manuelle.

Équipement nécessaire :

- Pelle mécanique: pour la gestion des bois sur atterrissements, levage de grumes en pied de berge et calibrage des bras de crue ;
- Tracteur débardeur équipé d'un treuil (minimum 10 tonnes) ;
- Porteur forestier pour la récupération d'une partie du bois à destination de la filière cellulose ;
- Grumier ;
- Broyeur léger ou forestier ;
- Bûcherons.

Les engins de débardage devront être équipés de pneumatique basse pression.

Attention : le travail sera effectué avec des moyens garantissant la préservation maximale de la stabilité de terrains et de la végétation vive et stable. L'abattage des arbres ne doit être en aucun cas réalisé au moyen d'une pelle hydraulique par arrachage. Ces engins sont réservés exclusivement pour le traitement des embâcles volumineux, déposés en lit mineur ou en périphérie.

Lors de treuillage, l'entrepreneur veillera à ne pas endommager :

- la berge - Il conviendra de soulever les troncs, puis les poser sur la berge ;
- la végétation en place, à proximité du site ou sur les berges lors des extractions d'embâcles, des coupes, du débardage ;
- les ouvrages du domaine public (fluvial ou autre) et leur fondation ;
- les ouvrages tiers.

L'entrepreneur se chargera :

- de débiter le bois et de le couper en tronçons de deux mètres et de les stocker en dehors de la zone d'expansion de crue ;
- de broyer sur place les branches, branchages, débris de bûcheronnage. Les broyats seront stockés dans une zone de dépression, ou étalés.
- d'exporter le bois valorisable hors du site (le bois retiré est propriété de l'entreprise sauf prescription inverse explicite) ;
- de traiter les souches par exportation hors du site suivant les prescriptions présentées ;
- d'exporter les déchets et de les évacuer vers les filières de traitement adaptées et réglementaires.

Les volumes d'embâcles ou autres déchets seront spécifiés par bons de commandes, ou définies contradictoirement avec le maître d'ouvrage lors de la fin de chantier.

3.2.2 Coupe d'arbres dangereux

Ces prestations consistent à intervenir sur les arbres dangereux qui présentent un risque pour les biens et les personnes situés en aval. Ils sont marqués préalablement par le maître d'ouvrage.

Les prestations consistent à :

- dessoucher les arbres identifiés qui seront marqués horizontalement (trait horizontal à 50 cm du sol) ;
- couper les arbres marqués verticalement (trait vertical à 1 mètre du sol). La coupe sera réalisée en laissant une hauteur de un mètre. La coupe sera réalisée en abattage directionnel à convenir lors de la réunion de chantier avec le Maître d'ouvrage ;
- débiter le bois et de le couper en tronçons de deux mètres et de le stocker en dehors de la zone d'expansion de crue ;

- broyer sur place les branches, branchages, débris de bûcheronnage. Les broyats seront stockés dans une zone de dépression, ou étalés ;
- exporter le bois valorisable hors du site (le bois retiré est propriété de l'entreprise sauf prescription inverse explicite) ;
- traiter les souches par exportation hors du site suivant les prescriptions présentées.

3.2.3 Enlèvement des gros éléments non végétaux dans le lit du cours d'eau

Ces prestations consistent à enlever du lit du cours d'eau de gros déchets ou matériaux préalablement identifiés (éléments en béton, ferrailles, carcasse de véhicule, déchets plastiques...).

Il s'agit :

- d'évacuer le déchet en dehors du cours d'eau ;
- de le stocker en dehors de la zone d'expansion de crue ;
- de l'évacuer en décharge ou centre d'équarrissage agréé.

Les volumes seront spécifiés par bons de commandes, ou définies contradictoirement avec le maître d'ouvrage lors de la fin de chantier.

3.2.4 Enlèvement de carcasse d'animaux morts

Le titulaire du marché assure l'enlèvement des animaux morts présents dans l'emprise du domaine public fluvial. Il s'agit de localiser, récupérer, charger et évacuer les cadavres d'animaux quels que soient leur taille et leur état de décomposition, dans le respect des règles d'hygiène, de sécurité et de salubrité publique en vigueur. Le titulaire met en œuvre les moyens humains et matériels adaptés (équipements de protection individuelle, dispositifs de préhension, contenants étanches, etc.) afin de limiter tout risque sanitaire, environnemental ou de pollution des eaux. Les déchets issus de cette prestation sont transportés et éliminés dans des filières agréées, conformément à la réglementation applicable, notamment en matière de sous-produits animaux. Le titulaire veille à assurer la traçabilité des opérations (date, localisation, nature de l'animal, mode d'élimination) et tient ces éléments à disposition du pouvoir adjudicateur.

3.3 Plan Assurance Qualité (PAQ)

Le PAQ est compris dans le prix forfaitaire des installations de chantier. L'entrepreneur joindra à son offre le cadre du PAQ dans lequel il précisera notamment l'organigramme du chantier en mentionnant les qualifications du personnel d'encadrement, les principaux sous-traitants et fournisseurs, et les modalités d'organisation interne.

3.4 Protection-gardiennage

L'aménagement et la maintenance pendant la durée des prestations des dispositifs de protection des ouvrages, des engins, matériels et installations contre les intrusions et le vandalisme, et les dispositifs de sécurité vis-à-vis des tiers sont à prévoir et à la charge de l'entrepreneur.

3.5 Intempéries

Conformément à l'acte d'engagement, l'incidence financière des intempéries sera à la charge des entreprises qui sont censées l'inclure dans leurs prix unitaires et avoir pris connaissance des conditions climatiques locales (statistiques pluviométriques, etc. ...).